



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

GESTION DES ABONNEMENTS DE PÉRIODIQUES

NEOMA BUSINESS SCHOOL

59 rue Pierre Taittinger
51100 REIMS

Tél : 03 26 77 47 20

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Durée et délais d'exécution	4
3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	4
3.2 - Durée du contrat.....	4
4 - Prix	5
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
4.2 - Modalités de variation des prix	5
5 - Garanties Financières.....	5
6 - Avance.....	5
7 - Modalités de règlement des comptes	5
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	5
7.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
7.3 - Délai global de paiement	6
7.4 - Paiement des cotraitants	6
8 - Conditions d'exécution des prestations	6
9 - Constatation de l'exécution des prestations	7
9.1 - Vérifications	8
9.2 - Décision après vérification.....	8
10 - Garantie des prestations.....	8
11 - Pénalités.....	8
11.1 - Pénalités de retard.....	8
12 - Assurances	8
13 - Résiliation du contrat.....	9
13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	9
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	9
14 - Règlement des litiges et langues	9
15 - Dérogations.....	10

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
GESTION DES ABONNEMENTS DE PÉRIODIQUES

GESTION DES ABONNEMENTS DE PÉRIODIQUES FRANÇAIS ET ÉTRANGERS POUR NEOMA BUSINESS SCHOOL

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les lieux de livraison concernent les différents campus de NEOMA BS aux adresses suivantes :

NEOMA BUSINESS SCHOOL
LIBRARY Campus de Reims ou autres services
59 rue Pierre Taittinger
BP 302
51 061 REIMS Cedex

NEOMA-BUSINESS SCHOOL

Paris 9ème :
9 rue d'Athènes
75009 Paris

NEOMA BUSINESS SCHOOL

LIBRARY Campus de Rouen ou autres services
1 rue du Maréchal Juin
BP 215
76825 MONT SAINT AIGNAN cedex

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
Lot 1	Périodiques Français Correspondant à la gestion des abonnements de périodiques français. Est considéré comme un périodique français au sens du présent marché un périodique édité en France.
Lot 2	Périodiques Étrangers Correspondant à la gestion des abonnements de périodiques étrangers. Est considéré comme un périodique étranger au sens du présent marché un périodique édité dans tout pays autre que la France.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le montant du bon de commande ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date et le numéro du marché ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 02/01/2018.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 28/12/2018.

3.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat jusqu'au 28/12/2018.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

4 – Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix doivent être donnés franco de port.

Les prix sont établis à partir du prix éditeur du catalogue, s'ajoutent au tarif éditeur, les frais de gestion du titulaire.

Les frais de gestion comprennent tous les frais, taxes et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des commandes (commission, frais de service, frais d'importation, d'emballage, de conditionnement et d'assurance inclus).

4.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro".

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- I(d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et seront établies en un original et 0 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

NEOMA BUSINESS SCHOOL
Service Comptabilité
1 rue Maréchal Juin
76825 MONT SAINT AIGNAN

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse de livraison :

NEOMA BUSINESS SCHOOL
LIBRARY Campus de Reims ou autres services
59 rue Pierre Taittinger
BP 302 51 061 REIMS Cedex

NEOMA-BUSINESS SCHOOL
Paris 9ème :
9 rue d'Athènes
75009 Paris

NEOMA BUSINESS SCHOOL
LIBRARY Campus de Rouen ou autres services
1 rue du Maréchal Juin
BP 215 76825 MONT SAINT AIGNAN cedex

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions suivantes :

La livraison des périodiques s'effectue par le système traditionnel, c'est à dire directement par l'éditeur ou le diffuseur à la bibliothèque ou au service destinataire final indiqué dans la liste des périodiques en annexe 1.

Les périodiques sont livrés à destination franco de port, transportés et livrés en colis / emballages fermés. Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

Le titulaire, même s'il n'exécute pas lui-même l'expédition des documents, a la charge et est responsable de la bonne arrivée des numéros de périodiques à l'adresse indiquée sur le bon de commande quel que soit le mode d'expédition (voie postale, livraison par porteur ou transporteur).

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison indiqué par NEOMA BS est à la charge du titulaire et ne peut être facturée à NEOMA BS.

Les livraisons sont effectuées pendant les jours et durant les heures ouvrables des campus soit de 8h00 à 17h00 du lundi au vendredi sauf jours fériés.

9 - Constatation de l'exécution des prestations

9.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par Nathalie DEVAUX.

9.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Les fournitures ne parvenant pas dans le délai prévu ou qui s'avèreraient défectueuses ou non conformes au bon de commande ou encore non livrés, font l'objet d'une réclamation au titulaire du marché par mail ou tout autre moyen mise à la disposition par le titulaire lequel doit en accuser réception.

Les fournitures défectueuses ou non conformes au bon de commande sont reprises, sans supplément de coût par le titulaire.

Le titulaire prend en charge la réclamation auprès de l'éditeur jusqu'à son aboutissement. Il tiendra la bibliothèque informée par mail des démarches faites et des réponses reçues.

En qualité de gestionnaire des abonnements de NEOMA BS, le titulaire doit s'assurer auprès des éditeurs de la livraison des numéros réclamés.

En aucun cas, les numéros réclamés ne doivent être à nouveau facturés à NEOMA BS.

En cas d'annulation de la commande, NEOMA BS se réserve le droit de se fournir chez un autre fournisseur. La prestation non exécutée fait l'objet d'un avoir.

10 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

11 - Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 20,00 €.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rouen est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76000 ROUEN

Tél : 02 32 08 12 70

Télécopie : 02 32 08 12 71

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 – Dérogations

- L'article 8 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.2 du CCAP déroge à l'article 24 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.2 du CCAP déroge à l'article 25 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

Lu et approuvé (signature)